

DEPARTEMENT DU MORBIHAN
COMMUNE DE CALAN

ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES

ENQUÊTE PUBLIQUE DU 26 août au 27 septembre 2019

ARRÊTE LORIENT AGGLOMERATION du 12 juillet 2019

Conclusions et avis du commissaire enquêteur sur le projet de zonage d'assainissement des eaux usées

Sommaire

1-Situation de la commune	3
2-Le projet de zonage d'assainissement eaux usées.....	3
2.1.1- L'assainissement collectif.....	3
2.1.2-L'assainissement non collectif,.....	3
2.1.3-Etude de réactualisation de la carte de zonage : Méthode utilisée	3
2.1.4-Incidences du zonage	4
3-Conclusions du commissaire enquêteur	4
3.1-Observations du public	4
3.2-Site de Kerchopine	5
3.3-Retrait de parcelles de l'assainissement collectif en bordure du bourg.....	5
3.4-Le site de la crêperie des Etangs et ses abords.....	6
3.5-Fonctionnement des installations d'assainissement individuelles	7
3.6-Dossier d'enquête et fonctionnement du suivi des installations.....	7
5-Avis du commissaire enquêteur.....	8

1-Situation de la commune

Calan se situe en région Bretagne, en partie Ouest du département du Morbihan. Au sein de l'aire urbaine de Lorient, en bordure de l'axe Lorient-Roscoff, la commune de Calan s'étend sur 1 229 hectares et compte 1 087 habitants.

Elle se situe à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Lorient, dans le canton de Guidel.

Les communes limitrophes sont :

- Plouay au Nord,
- Lanvaudan à l'Est,
- Inzinzac-Lochrist au Sud-est,
- Cléguer à l'Ouest.

2-Le projet de zonage d'assainissement eaux usées

Le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Calan en vigueur a été approuvé par la délibération du conseil municipal de la commune le 12 septembre 2008, prise en même temps que l'approbation du PLU. La commune de Calan a lancé la révision générale de son PLU. Il est donc nécessaire de mettre en cohérence le zonage d'assainissement des eaux usées avec les secteurs constructibles prévus au projet de PLU. C'est Lorient agglomération qui a, depuis janvier 2012, la compétence eau et assainissement, qui organise l'enquête publique.

2.1.1- L'assainissement collectif

La commune de Calan dispose d'un réseau d'assainissement collectif séparatif gravitaire d'un linéaire de 8 km et d'un réseau de refoulement de 2,6 Km. Il dessert 252 abonnés (en 2017), soit 678 habitants estimés.

Quatre postes de refoulement assurent le transfert des eaux usées, en direction de la station d'épuration de la commune limitrophe de Plouay, car celle de Calan était devenue trop exigüe. Cette dernière a été démantelée en 2017 et le site remis en état.

La station d'épuration de Plouay, mise en service en 1981 puis agrandie en 2009, dispose d'une capacité de 12 300 équivalents-habitants (EH). Elle est de type boue activée, avec un rejet dans le ruisseau de Saint-Sauveur, affluent du Scorff.

2.1.2-L'assainissement non collectif,

Calan compte 194 installations d'ANC au total.

Sur les 194 installations contrôlées :

- 66 installations, récentes et de plus de 4 ans, présentent un bon fonctionnement (soit 34,10% des installations),
- 116 installations (soit 59,8% des installations) sont dites acceptables, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas conformes aux normes actuelles mais que leur système à un fonctionnement correct a aléatoire, sans qu'une pollution pour le milieu récepteur soit démontrée. 78 installations sont cependant identifiées comme acceptables avec un risque de pollution ou sur la salubrité,
- 12 installations (soit 6,2%) sont dans un état « non acceptable ». Cela signifie que le système d'ANC est potentiellement source de pollution pour le milieu récepteur ou qu'un rejet direct d'effluents non traités au milieu récepteur est observé.

Ces résultats sont complétés au fur et à mesure de l'avancement des contrôles réalisés par le SPANC. Le contrôle de fonctionnement intervient tous les 6 ans.

2.1.3-Etude de réactualisation de la carte de zonage : Méthode utilisée

Le développement urbain de Calan nécessite de revoir le zonage d'assainissement de certains secteurs.

1. Dans un premier temps, il convient d'intégrer au zonage d'assainissement collectif les parcelles désormais desservies par le réseau d'assainissement collectif. Il s'agit des secteurs du lotissement Le Laennec sur la route des étangs et du lotissement de Parc Bras. Quelques habitations dispersées et situées dans le zonage non collectif ont également été raccordées.
2. Dans un second temps, il convient de supprimer du zonage collectif les parcelles qui n'ont plus lieu d'y être, notamment une partie du lotissement de Kerbrimot, rue Marc Le Floch et quelques parcelles route Guervihan.

Les principales raisons sont :

- l'absence de projet de développement urbain du secteur ou des secteurs voisins,
- techniques et financières (topographie défavorable au raccordement),
- le bon fonctionnement de l'assainissement autonome actuel.

Les hameaux, éloignés des zones desservies par le réseau d'assainissement collectif, ne feront pas l'objet d'extension d'urbanisation et ne présentent pas de contraintes majeures empêchant la mise en œuvre d'assainissement non collectif. Ils ne feront donc pas l'objet d'une modification de zonage et resteront en zonage d'assainissement non collectif.

2.1.4-Incidences du zonage

Suite à demande d'examen au cas par cas reçue le 28 février 201, par décision MRAe 2018-006379 du 6 novembre 2018 la mission régionale d'Autorité environnementale dispense le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Calan d'évaluation environnementale.

Les incidences du zonage sont de 2 ordres :

- Une incidence sur la station d'épuration : les projets de développement d'urbanisation prévu au PLU de la commune augmenteront le volume d'effluents arrivant à la station.

L'évolution de la population sur le secteur raccordé à la station d'épuration de Plouay a été évaluée à 404 équivalents habitants (120 logements) pour la commune de Calan et 1231 équivalents habitants (535 logements) pour la commune de Plouay.

A l'horizon 10 ans, ce sont donc 7082 équivalents habitants devant être raccordés au total sur la station de Saint-Sauveur, pour une capacité de 12 300 EH. La charge organique entrante sera équivalente à 58 % de la capacité de la station d'épuration. Les équipements permettront de traiter le flux de pollution supplémentaire lié aux évolutions de l'urbanisation.

- incidence sur l'organisation du service : le zonage proposé n'est pas de nature à remettre en question le fonctionnement actuel de la Direction Eau et Assainissement de Lorient Agglomération.

3-Conclusions du commissaire enquêteur

3.1-Observations du public

N° 3 courrier déposé pour l'enquête révision PLU: Mme Le Beller Marie Annick-21, rue de Beg Er Lann-56 240 Calan- Parcelle AA0049 :

Cette parcelle de 8762 m² est constructible dans le PLU en vigueur. Avant de me positionner pour un achat je souhaite des précisions :

- La partie constructible reste-t-elle,
- d'après l'étude Véolia un raccordement à l'assainissement collectif devra être réalisé, qu'en est-il ? Une pompe de relevage s'impose.
- La partie constructible est-t-elle hors du périmètre de sécurité de la canalisation de Gaz ?

Dans sa réponse au procès verbal d'enquête la Direction de l'eau et de l'assainissement de Lorient Agglo précise la situation des parcelles de l'impasse :

En matière d'assainissement, la parcelle AA 49, ainsi que celles de l'impasse du Clonze Mai, ne sont actuellement pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées.
Un réseau d'assainissement collectif existe à l'entrée de l'impasse, rue de Beg Er Lann.

La voie desservant cette impasse est privée, aussi, l'investissement pour la mise en place de l'assainissement collectif seraient à porter par les propriétaires concernés.
Par ailleurs, la déclivité du secteur ne permet pas une desserte par un réseau gravitaire. Des postes de relevage privés seraient alors à installer pour chacune des habitations.

Dans la mesure où les terrains présentent une bonne qualité de sol (limono-sableux profond, selon les études de sols réalisées à la parcelle pour certains de ces terrains) et que les installations d'assainissement non collectif existantes de l'impasse sont récentes (une de 2017, une de 2018, un permis de construire en 2019) et présentent un bon fonctionnement, il n'y a pas de projet d'assainissement collectif actuellement.
Il conviendrait d'apporter une modification au zonage de manière à classer ce secteur en zone d'assainissement non collectif.

Appréciation du commissaire enquêteur : A vu des éléments présentés, Je propose d'abandonner la classement de la parcelle AA 49 en zonage d'assainissement collectif et de retirer du zonage assainissement collectif actuel les parcelles AA 50, 51 et 52 (maintenant divisée en 127 et 127).

3.2-Site de Kerchopine

Il existe sur la commune de Cleguer un réseau gravitaire d'assainissement collectif ; le plan, page 39 de la notice de présentation, ne précise pas si la dizaine de logements de la commune de Calan sont raccordés à ce réseau eaux usées. Il semble que la conduite générale de refoulement des eaux usées de la commune rejoigne ce réseau. Le projet de PLU de la commune prévoit une zone d'activité 1 AUI sur le secteur de Kerchopine. Pourquoi ne pas avoir intégré le secteur en assainissement collectif ?

Dans sa réponse au procès verbal d'enquête la Direction de l'eau et de l'assainissement de Lorient agglo précise :

En effet sur les dix maisons en limite de la commune de Cléguer, 5 sont raccordées sur le réseau d'assainissement collectif de Cléguer. Il convient d'intégrer ces cinq parcelles au zonage d'assainissement collectif.

Au regard des contraintes de sols (présence d'une ancienne carrière), il est en effet souhaitable que ce secteur dédié à l'activité économique soit raccordé au réseau collectif. La présence importante de roche est un facteur très contraignant pour la bonne réalisation et le fonctionnement d'une installation non collective. Une étude hydraulique sera nécessaire lors de l'établissement du projet de zone artisanale notamment en raison du profil altimétrique. Le poste de relevage à installer sur la zone pourra être branché sur le réseau de refoulement passant sous la route départementale. Les capacités de la station de Plouay sont suffisantes pour étendre le zonage collectif à cette zone.

Appréciation du commissaire enquêteur : J'approuve cette proposition de classement en zone d'assainissement collectif de la zone 1 AUI et des 5 logements raccordés au réseau.

3.3-Retrait de parcelles de l'assainissement collectif en bordure du bourg

Quelle est la justification du retrait de 3 logements route de Kerchopine et de 8 logements route de Guervihan du zonage d'assainissement collectif ?

La notice de présentation donne les raisons suivantes (page 50) :

- l'absence de projet de développement urbain du secteur ou des secteurs voisins,
- techniques et financières (topographie défavorable au raccordement),

· le bon fonctionnement de l'assainissement autonome actuel.
Sans aucune justification. Pourriez-vous préciser les éléments qui ont justifié ce choix ?

Dans sa réponse au procès verbal d'enquête la Direction de l'eau et de l'assainissement de Lorient Agglo précise qu'actuellement ces parcelles ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement collectif, la configuration ne permettant pas un raccordement gravitaire. Les installations autonomes présentent un fonctionnement correct. Les 4 études de sol réalisées dans le secteur de la route de Guervihan montrent des sols profonds permettant la mise en place d'épandages ou de filtres à sable non drainés.

Le cout, par habitation, de raccordement au réseau collectif s'élèverai à :

- 32 717 € route de Kerchopine,
- 17 015 € route de Guervihan.

pour un coût de rénovation de l'assainissement individuel de 8 600 € par habitation.

Appréciation du commissaire enquêteur : l'absence de contrainte pour l'assainissement individuel et les différences de coûts justifient le retrait de ces parcelles du zonage d'assainissement collectif.

3.4-Le site de la crêperie des Etangs et ses abords

La note de présentation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Calan ne donne aucun élément de pédologie sur les secteurs classés en assainissement non collectif. Il ne semble pas y avoir eu d'études de sol sur aucun secteur.

En se basant sur la méthode de classification SERP on peut estimer que sur le secteur de la crêperie l'aptitude du sol à l'assainissement non collectif est faible : niveau 3 sur 4. En effet le site est proche du ruisseau, on peut supposer la présence de roche à faible profondeur et la pente du terrain est importante (plus de 7 %).

D'autre part l'eau de l'étang paraît plutôt verte (plus que celle de l'autre étang en aval) ce qui laisse à penser qu'il pourrait servir de récepteur à une partie des eaux usées. L'eau d'un étang alimenté par des sources devrait être plus claire.

Quelle est la justification du maintien des 2 logements et du restaurant (Parcelles D N° 523, 1023, 1024) ainsi que les 2 logements au Sud de la RD (et AB N° 118 et 115) en assainissement non collectif ?

Dans sa réponse au procès verbal d'enquête la Direction de l'eau et de l'assainissement de Lorient Agglo précise que le coût de réalisation d'un assainissement collectif pour le secteur correspond à 13 450 € par logement alors que celui de la réhabilitation des assainissements individuels correspond à seulement 5 350 € par logement.

D'autre part une habitation a déjà réhabilité son installation. L'étude de sol réalisée pour le restaurant prévoit une fosse toutes eaux de 7 000 litre et un filtre à sable drainé de 50 m² pour tenir compte des contraintes existantes.

Appréciation du commissaire enquêteur : La différence de coût entre les 2 possibilités justifie le maintien du secteur en assainissement non collectif.

Le restaurant prévoit une augmentation de capacité. Le projet de PLU prévoit un STECAL pour agrandissement des locaux. La réhabilitation de l'assainissement individuel devra accompagner cette extension de l'activité entraînant une augmentation des effluents à traiter.

3.5-Fonctionnement des installations d'assainissement individuelles

Le dossier annonce 12 installations ANC non acceptables, est-il possible de les situer, sont-elles dans des secteurs sensibles ?

Quel est le délai de mise aux normes des installations défectueuses ?

Il est possible de situer les 12 installations d'assainissement non collectif classées en non acceptables. Elles sont situées : au village du Guerne (1 installation), au Cosquéric (1), à Kervaillore (1), à Neneslan (1), à Maneduel (1), à Fontaine Maria (2), à Kergueris (1), à Keralloch (1), impasse An Avel (1, mais qui dispose désormais d'un branchement au réseau d'assainissement collectif), à Pollendu (2).

Sur ces douze filières, trois d'entre elles se situent à proximité d'étangs ou de zones humides (les autres sont situées à plus de 80 mètres d'une zone humide ou d'un ruisseau).

Les mises aux normes se font généralement à l'occasion de ventes. En effet, lors de cessions immobilières, lorsque le dispositif d'assainissement est déclaré non conforme, l'acquéreur dispose d'un délai d'un an pour effectuer les travaux de mise aux normes.

Le service contrôle de Lorient Agglomération valide la conception de la filière à mettre en œuvre, et suit la réalisation des travaux.

Par ailleurs, lorsqu'une installation d'assainissement est déclarée non acceptable au moment du contrôle de diagnostic ou de fonctionnement, les propriétaires ont 4 ans pour se remettre aux normes. À l'issue de ces 4 ans la redevance annuelle est doublée si les travaux ne sont pas réalisés tel que mentionné dans le règlement de service de l'assainissement non collectif de Lorient Agglomération à l'article 17.7.

Appréciation du commissaire enquêteur : La répartition sur tout le territoire de la commune des installations non conformes évite une concentration des pollutions rejetées au milieu naturel. Le milieu naturel peut accepter les pollutions temporaires des installations non conformes mais quels moyens a la collectivité si le mauvais fonctionnement de l'installation persiste au-delà du délai de 4 ans ?

3.6-Dossier d'enquête et fonctionnement du suivi des installations

La note de présentation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Calan ne donne aucun élément de pédologie sur les secteurs classés en assainissement non collectif.

Dans sa réponse au procès verbal d'enquête la direction de l'eau et de l'assainissement nous annonce différentes études de sols réalisées, cette réponse montre un suivi de l'assainissement sur la commune qui me semble efficace.

Il aurait été nécessaire de préciser dans la notice de présentation toutes les études de sols connues, ainsi que toutes les justifications permettant de maintenir certains secteurs en assainissement non collectif.

Le fonctionnement des installations individuelles d'assainissement ne me semble pas de nature à dégrader le milieu naturel, malgré le mauvais fonctionnement de 12 installations.

L'évolution de la population sur le secteur raccordé à la station d'épuration de Plouay a été évaluée à 404 équivalents habitants (120 logements) pour la commune de Calan et 1231 équivalents habitants (535 logements) pour la commune de Plouay.

À l'horizon 10 ans, ce sont donc 7082 équivalents habitants devant être raccordés au total sur la station de Saint-Sauveur, pour une capacité de 12 300 EH. La charge organique entrante sera équivalente à 58 % de la capacité de la station d'épuration. Les équipements permettront de traiter le flux de pollution supplémentaire lié aux évolutions de l'urbanisation des 2 communes et d'assurer un rejet conforme dans le ruisseau de Saint Sauveur affluent du Scorff. Le dossier ne signale pas de problèmes de fonctionnement sur le réseau de collecte des eaux usées de la commune de Calan : intrusion d'eaux pluviales, mauvais branchements...

5-Avis du commissaire enquêteur

Le fonctionnement du réseau des eaux usées, de la station d'épuration de Saint Sauveur à Plouay et des installations d'assainissement individuel de la commune de Calan n'ont pas d'incidence notable sur l'environnement.

Je donne un avis favorable au projet de mise à jour du zonage des eaux usées de la commune de Calan

Sous réserve d'apporter au projet de zonage présenté à l'enquête les modifications suivantes :

- Retrait des 5 parcelles desservies par de l'impasse du Clonze Mai du zonage d'assainissement collectif,
- Classement des 5 logements desservis par le réseau et de la zone 1 AUi de Kerchopine en zone d'assainissement collectif,

Je souhaite une mise à jour de la notice de présentation intégrant les études de sol connues et la justification des choix réalisés dans le zonage.

A MUZILLAC LE 24 octobre 2019



Alain GUYON